



Berne, août 2020

Pauline Robert

## Inde



### 1 Informations générales<sup>1</sup>

Surface:	3'287'590 km <sup>2</sup>	(Suisse : 41'290 km <sup>2</sup> )
Capitale:	New Delhi	
Population:	1.3 milliard (estimation 2020)	
Croissance de la population:	1.1% (estimation 2020)	
Président:	Shri Ram Nath Kovind	
Premier ministre:	Narendra Modi	
Ministre des finances:	Nirmala Sitharaman	
Ministre des affaires étrangères:	Subrahmanyam Jaishankar	
Ministre du commerce et de l'industrie:	Piyush Goyal	
Chef de la banque centrale:	Shaktikanta Das	

### 1.1 Indicateurs économiques importants<sup>2</sup>

	2018	2019	2020	2021	CH 2019
<b>PIB</b> (PPP ; USD mia.)	10'413	11'043	11'321	12'399	566.2
<b>PIB/habitant</b> (PPP ; %)	4.7	2.9	0.5	6.0	0.9
<b>Croissance</b> (PPP ; en % du PIB)	6.8	6.1	7.0	7.4	0.2
<b>Taux d'inflation</b> (%)	3.4	4.5	3.3	3.6	0.4
<b>Taux de chômage</b> (%)	N/A	N/A	N/A	N/A	2.3
<b>Solde budgétaire</b> (en % du PIB) <sup>3</sup>	-3.4	-4.6	-7.8	-6.7	0.5
<b>Balance courante</b> (en % du PIB)	-2.1	-1.1	-0.6	-1.4	12.2
<b>Balance commerciale</b> (en % du PIB) <sup>3</sup>	-186.7	-157.7	-92.4	-135.3	60.6
<b>Dette extérieure</b> (USD mia.) <sup>3</sup>	521.4	542.1	522.6	547.8	N/A
<b>Réserves internationales</b> (USD mia.) <sup>3</sup>	396.1	460.2	526.7	528.7	854.8

■ = estimations

<sup>1</sup> CIA World Factbook, février 2020, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/in.html>

<sup>2</sup> IMF, [World Economic Outlook Database](https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/01/wEO2001), avril 2020

<sup>3</sup> EIU, [Economist Intelligence Unit Report](https://www.eiu.com/report/eiu), août 2020

## 1.2 Commerce extérieur et investissements

### Commerce de marchandises<sup>4</sup>

**Exportations de marchandises :**  
USD 313 mia. (-5.1%)

**Importations de marchandises :**  
USD 474 mia. (-7.8%)

Rang	Pays	Part (%)	Rang	Pays	Part (%)
1	USA	17.0	1	Chine	13.8
2	EAU	9.2	2	USA	7.5
3	Chine	5.3	3	EAU	6.4
4	Hong Kong	3.5	4	Arabie Saoudite	5.7
5	Singapour	2.9	5	Iraq	5.0
45	Suisse	0.4	7	Suisse	3.6

*Année fiscale 2019-20 (avril 2019 – février 2020)*

### Commerce de services<sup>5</sup>

Selon la Reserve Bank of India (RBI), les exportations de services s'élèvent à USD 18.2 mia. en mars 2020. Il s'agit d'une croissance positive de 1.2 % par rapport à la période précédente. La valeur estimée des exportations de services en avril 2020 s'élève à USD 17.6 mia. Les importations en mars 2020 s'élèvent à USD 11.1 mia. Il s'agit d'une croissance négative de 2.2 % par rapport à mars 2019. La valeur estimée des importations de services pour avril 2020 est de USD 10.7 mia.

Les services informatiques, commerciaux, de voyage et de transport, tout comme les services financiers et d'assurance, ont largement contribué aux exportations. Les importations sont principalement constituées des services commerciaux, de voyage, de transports, de services financiers et informatiques.

### Investissements<sup>6</sup>

Les investissements étrangers directs (FDI) en Inde se situent à USD 49 mia pour l'année fiscale 2019-20, contre USD 5 mia en 2005-6. En 2019-20, les entrées de FDI ont été ralenties, principalement en raison des élections de mai 2019 et de la réticence des investisseurs à investir avant que le programme du nouveau gouvernement ne soit connu. Depuis le second semestre de 2019, les entrées de FDI ont à nouveau augmenté. La Ministre des finances Nirmala Sitharaman a annoncé dans sa présentation du budget pour l'année fiscale 2020-21 que l'attraction des investissements étrangers privés était une priorité et les impôts sur les sociétés ont été réduits en conséquence.

Les principaux investisseurs en Inde sont l'île Maurice, Singapour, les Pays-Bas, le Japon, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, Chypre, la France et les îles Cayman.

## 1.3 Situation économique

### Structure de l'économie<sup>7</sup>

Malgré l'importance croissante du secteur des services, l'Inde reste très rurale: le secteur agricole contribue à hauteur de 17.1% au PIB indien alors qu'il emploie près de 44.1% de la main-d'œuvre totale. Le secteur de l'industrie contribue à 29.1% du PIB (24.8% de la main-d'œuvre totale) et le secteur des services à 53.9% (31.1% de la main-d'œuvre totale). Environ 70% de la population vit avec moins de USD 2 par jour et environ 30% est considérée comme « pauvre » par les autorités indiennes. Néanmoins, l'Inde se profile grâce à sa forte demande indigène. Une population jeune, un revenu en constante augmentation et l'entreprenariat forment un grand potentiel économique. L'Inde est de plus en plus intégrée au marché global.

### Politique économique

Afin d'absorber au mieux l'impact économique du COVID-19, l'Inde a adopté un vaste plan de stabilisation et de relance s'élevant à 10 % du PIB indien. Les mesures adoptées visent, d'une

<sup>4</sup> Indian Ministry of Commerce and Industry, 2017-18

<sup>5</sup> Government of India, Ministry of Commerce & Industry

<sup>6</sup> Govt. of India, Department of Industrial Policy and Promotion

<sup>7</sup> Rapport économique de l'Ambassade 2020

part, à soulager les populations les plus vulnérables et, d'autre part, à garantir le pouvoir d'achat de la population. Toutefois, le chemin vers la croissance durable de l'économie nécessiterait des réformes de grande envergure.

De plus, le Premier ministre Modi a présenté en mai 2020 une nouvelle vision pour l'Inde, la *self-reliant India*. Grâce à l'infrastructure, une société basée sur la technologie, une population jeune et énergique et une solide demande de produits et de services indiens, l'objectif est de réduire la dépendance de l'Inde à l'égard des importations et de devenir un pays exportateur net, particulièrement dans les domaines suivants ; dispositifs médicaux, technologies de défense, charbon et minéraux, huiles alimentaires, engrais, équipements électroniques, panneaux solaires, batteries, meubles, climatisation, cuir et chaussures.

### Situation conjoncturelle

La croissance économique indienne a fortement ralenti, même avant la crise liée au COVID-19 et l'arrêt de l'économie indienne pendant près de dix semaines en raison du *lockdown*.

Le chômage a augmenté depuis janvier 2020. Alors qu'il était officiellement de 6.1 % au début de l'année, une enquête du *Centre for Monitoring Indian Economy* (CMIE) a révélé un taux de chômage de 23.5 % en avril 2020. Ce chiffre élevé est une conséquence directe du *lockdown*. De nombreuses entreprises emploient un grand nombre de travailleurs contractuels qui ont perdu leur emploi à ce moment. La Banque mondiale estime qu'au cours des dernières semaines, près de 40 millions de travailleurs migrants indiens ont été privés de leurs moyens de subsistance parce qu'ils ont perdu leur emploi du jour au lendemain. La dernière enquête de la CMIE indique que le taux de chômage au 29 juillet 2020 est de 7.6 %. Toutefois, étant donné la forte proportion de personnes travaillant dans le secteur informel, ces chiffres doivent être traités avec prudence.

### Défis et perspectives économiques

L'Inde a un déficit commercial et pourrait avoir des difficultés à le réduire à l'avenir, la situation économique liée au COVID-19 rendant le scénario encore plus compliqué. L'objectif de déficit budgétaire de 3.3 % pour l'année fiscale 2019-20 a déjà été révisé à la hausse à 3.8 % lors de la présentation du budget le 1<sup>er</sup> février 2020 en raison du ralentissement de la croissance économique. Pour l'année fiscale 2020-21, le déficit budgétaire sera sensiblement plus élevé en raison des dépenses supplémentaires et massives pour les mesures de stabilisation et de relance s'élevant à 10 % du PIB et des recettes fiscales nettement plus faibles.

En raison d'un grand besoin d'améliorer ses infrastructures, la politique de l'Inde est alors d'attirer des investissements directs étrangers pour électrifier 11 000 kilomètres de chemins de fer, construire 2 000 kilomètres d'autoroutes et 100 nouveaux aéroports et de 5 villes intelligentes.

Le système financier indien doit faire face à des défis. Alors que la banque privée indienne Yes Bank s'est effondrée en mars 2020, la Reserve Bank of India (RBI) a chargé la State Bank of India (SBI), d'acquiescer 49 % des parts de la Yes Bank. Depuis lors, la SBI recherche des investisseurs potentiels à long terme. Avant la crise financière de 2008, les banques indiennes prêtaient de l'argent facilement et au-delà de leurs moyens. Sur le long terme, de nombreuses banques sont restées bloquées sur des créances, appelées *Non-Performing Assets* (NPA).

L'Inde a pris la décision, le 4 novembre 2019, de ne pas adhérer au Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP). L'Inde craint l'influence commerciale de la Chine. Le secteur agricole et surtout l'industrie laitière ont exercé de fortes pressions contre le RCEP.

### Compétitivité internationale

4<sup>ème</sup> plus grande économie au monde, le pays se situe au 63<sup>ème</sup> rang selon le Ease of Doing Business Report 2020 de la Banque mondiale. L'Inde se situe à la 68<sup>ème</sup> place du Global Competitiveness Index (2019) (-10 places par rapport à 2018). Ainsi, elle se situe derrière des pays comme la Chine (28) et la Russie (43), mais devant le Brésil (71). L'Inde se situe à la 80<sup>ème</sup> place du classement de corruption de Transparency International (2019)<sup>8</sup>.

## 1.4 Participation à des organisations économiques multilatérales / accords de libre-échange

Principaux processus/organisations internationaux:

**BIS** (Bank for International Settlements), **C** (Commonwealth), **CCC** (Customs Cooperation Council), **ESCAP** (UNO: Economic and Social Commission for Asia and the Pacific), **G20**, **IBRD**

<sup>8</sup> <https://www.transparency.org/en/cpi>

	(International Bank for Reconstruction and Development), <b>IDA</b> (International Development Association), <b>IFC</b> (International Finance Cooperation), <b>ILO</b> (International Labor Organization), <b>IMF</b> (International Monetary Fund), <b>UNCTAD</b> (United Nations Conference on Trade and Development), <b>UNIDO</b> (United Nations Industrial Development Organization), <b>WB</b> (World Bank), <b>WIPO</b> (World Intellectual Property Organisation), <b>WTO</b> (World Trade Organization)
Principaux processus/organisations régionaux:	<b>ADB</b> (Asian Development Bank), <b>BIMSTEC</b> (Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation), <b>SAARC</b> (South Asian Association for Regional Cooperation)
Accords de libre-échange en vigueur:	Régionaux: <b>ASEAN</b> , <b>MERCOSUR</b> ; Bilatéraux: Afghanistan, Bhoutan, Chili, Japon, Corée du Sud, Népal, Malaisie, Singapour, Sri Lanka et Thaïlande. Membre de l'APTA (Asia Pacific Trade Agreement), du SAFTA (South Asia FTA) et du GSTP (Global System of Trade Preferences)
Accords de libre-échange en négociation: <sup>9</sup>	<b>UE</b> , <b>AELE</b> , SACU (Southern African Customs Union), MERCOSUR, GCC (Gulf Cooperation Council), Eurasian Economic Union (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Arménie, Kyrgystan), Sri Lanka, Israël, Thaïlande, Île Maurice, Nouvelle-Zélande, Singapour, Chili, Canada, Indonésie, Australie. Exploration de la possibilité de négociations avec l'Iran et le Pérou.

## 2 Relations économiques bilatérales

L'Inde est une des priorités de la politique économique extérieure suisse. Grâce à la taille de son marché et aux compétences dans des domaines de technologies de pointe, l'Inde offre un panel varié de possibilités de coopération et de développement pour les entreprises suisses. L'Inde est à la fois un marché pour les processus d'affaires<sup>10</sup>, mais également comme lieu de production, tout comme l'achat de composants. La Commission économique mixte créée en 1959 a pour but de promouvoir un échange régulier sur les questions économiques. La reprise, en octobre 2016, des négociations de l'accord de libre-échange AELE-Inde débutés en 2008, contribue à intensifier les relations économiques bilatérales.

### 2.1 Accords économiques et Memorandum of Understanding<sup>11</sup>

#### 2.1.1 En vigueur

- [Traité d'amitié et d'établissement du 14 août 1948](#) (entré en vigueur le 5.5.1949)
- [Accord de coopération technique et scientifique](#) (entré en vigueur le 27.9.1966)
- [Convention du 2 novembre 1994 en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu \(avec prot. et. ac. amiable\)](#) (entrée en vigueur le 29.12.1994),
- [Accord sur la protection et la promotion des investissements du avril 1997](#) (entré en vigueur le 16.2.2002). L'Inde l'a résilié au 5.04.2016 et il est sorti de vigueur le 6.04.2017.
- [Accord relatif au trafic aérien de lignes](#) (entré en vigueur le 11.1.2002)
- [Accord relatif à la coopération scientifique et technologique du 10 novembre 2003](#) (entré en vigueur le 8.9.2004)
- [Memorandum of Understanding on Intellectual Property](#) (entré en vigueur le 7.8.2007)
- [Convention de sécurité sociale](#) (entrée en vigueur le 03.9.2009)

<sup>9</sup> Le processus en cours dans le cadre du BIMSTEC (Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation) devrait déboucher sur un accord, mais les négociations ont été repoussées à cause des élections indiennes.

<sup>10</sup> Business Process Outsourcing (BPO) et Knowledge Process Outsourcing (KPO)

<sup>11</sup> Pour une liste complète de tous les accords bilatéraux avec l'Inde :

[http://www.eda.admin.ch/eda/de/home/topics/intla/intrea/dbstv/data\\_c/c\\_423.html](http://www.eda.admin.ch/eda/de/home/topics/intla/intrea/dbstv/data_c/c_423.html)

- [Memorandum of Understanding on Financial Dialogue](#) (entré en vigueur le 03.10.2011)
- [Accord sur l'échange automatique de renseignements](#) (EAR) (entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sous réserve d'approbation au parlement)

### 2.1.2 En négociations

- [Accord sur la protection et la promotion des investissements du avril 1997](#) (entré en vigueur le 16.2.2002). L'Inde l'a résilié au 5.04.2016 et il est sorti de vigueur le 6.04.2017.
- [Accord de libre-échange AELE-Inde](#) (ouverture le 26 janvier 2008, 18<sup>ème</sup> tour des négociations pas encore fixé)

## 2.2 Commerce bilatéral<sup>12</sup>

### Marchandises

Selon les chiffres de l'Administration fédérale des douanes, le volume des échanges entre la Suisse et l'Inde s'élève à CHF 20'118.1 mio en 2019. Les exportations se situent à CHF 17'946.8 mio (+2.9%) et les importations à CHF 2'171.3 mio (+17.8%). En ce qui concerne le volume total d'échange, l'Inde se situe à la 7<sup>ème</sup> place (+1 place). En 2019, la Suisse a exporté de l'or pour un montant total de CHF 16.2 mia (+3.3%) et en a importé pour CHF 228.8 mio (+24.2%). Ainsi, l'or et les métaux précieux sont les catégories de marchandises les plus exportées depuis la Suisse. Néanmoins, cet élément a une importance relative en termes de développement conjoncturel du fait que la Suisse n'est avant tout qu'un intermédiaire dans les échanges d'or.

La Suisse exporte aussi des machines, des produits chimiques et pharmaceutiques. En contrepartie, elle importe principalement des produits chimiques, des textiles, des métaux précieux, des produits agricoles et des machines. L'Inde répond au profil typique d'un marché d'exportation, à l'exception de l'or.

### Services

Le secteur indien des services prend de l'importance pour l'économie suisse, en particulier dans l'énergie verte, la transmission énergétique, l'énergie, l'alimentation, la santé, la logistique ou encore les technologies de l'information et de la communication (TIC). Un autre domaine important pour le commerce des services entre la Suisse et l'Inde est le domaine informatique. Les informaticiens sont souvent engagés par les grandes entreprises indiennes et envoyés pour travailler sur des projets informatiques en Suisse. Par ailleurs, selon la BNS<sup>13</sup>, le total de volume d'échanges bilatéraux de services se monte presque à CHF 3 mia en 2018.

<sup>12</sup> Administration fédérale des douanes, février 2019.

<sup>13</sup>[https://data.snb.ch/de/topics/aube#/cube/bopserva?fromDate=2012&toDate=2018&dimSel=D0\(I3\),D1\(DT,T0,T1,V,F,L,TCl,FE,B,THG,JD\),D2\(E,A,S\)](https://data.snb.ch/de/topics/aube#/cube/bopserva?fromDate=2012&toDate=2018&dimSel=D0(I3),D1(DT,T0,T1,V,F,L,TCl,FE,B,THG,JD),D2(E,A,S))

## 2.2.1 Evolution du commerce bilatéral<sup>14</sup>

Année	Exportations (CHF mio.)	Variation annuelle (%)	Importations (CHF mio.)	Variation annuelle (%)	Solde (CHF mio.)	Volume d'échange (CHF mio.)	Variation annuelle(%)
1990	392.8	-2.9	268.2	8.6	106.5	661.0	•
1995	659.5	23.4	337.0	1.8	322.5	996.5	•
2000	655.6	28.1	600.6	27.0	55	1'256.2	•
2005	1'387.3	34.1	661.3	19.1	726	2'048.6	•
2010	2'563.8	18.9	1'008.9	26	1'554.9	3'572.7	20.9
2011	2'983.4	16.4	1'304.2	29.3	1'679.2	4'287.6	20.0
2012 <sup>15</sup>	2'659.2	<i>Pas comparable*)</i>	1'440.0	<i>Pas comparable*)</i>	<i>Pas comparable*)</i>	4'099.2	-4.4
2013	2'012.1	-24.3	1'525.8	6.0	486.4	3'537.9	-13.7
2014	19'341.7	-19.3	1'628.2	5.7	17'713.5	20'969.9	-17.8
2015	20'613.3	6.6	1'464.1	-10.1	19'149.2	22'077.3	5.3
2016	14'325.4	-30.5	1'477.9	0.9	12'847.5	15'803.3	-28.4
2017	19'510.8	36.2	1'617.2	9.4	17'893.6	21'128.0	33.7
2018	17'446.1	-10.6	1'843.8	14.0	15'602.3	19'289.9	-8.7
<b>2019</b>	<b>17'946.8</b>	<b>2.9</b>	<b>2'171.3</b>	<b>17.8</b>	<b>15'775.5</b>	<b>20'118.1</b>	<b>4.3</b>
(Total 1)**	(1'705.3)	(-1.3)	(1'960.4)	(16.9)	(-255.1)	(3'665.7)	(7.1)
2020 (I-VII)	4'236.4	-65.5	1'078.6	-15.4	3'157.8	5'315.0	-

\*) A partir de 2012, modification de la méthode de calcul des importations (passage du pays de production au pays d'origine), ce qui rend parfois difficile la comparaison avec les années précédentes.

\*\* ) "Total conjoncture" (Total 1): sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

\*\*\*) Variation (%) par rapport à la même période de l'année précédente.

## 2.2.2 Répartition par groupes de marchandises (avec or)

Exportations	% du total	2019	
		mio. CHF	Var. en % 2018/2019
1. Or, métaux précieux, bijouterie	90.5	16'242.5	3.3
2. Machines	3.0	537.4	-1.0
3. Produits chimiques	2.0	371.1	2.8
4. Produits pharmaceutiques	1.3	240.9	-4.6
5. Instruments optiques/médicaux	1.1	199.7	-3.7

Importations	% du total	2019	
		mio. CHF	Var. en % 2018/2019
1. Produits chimiques	43.6	946.6	43.2
2. Textiles, vêtements, chaussures, parapluies	18.7	403.2	7.3
3. Or, métaux précieux et bijouterie	10.5	228.8	24.2
4. Produits agricoles	5.2	113.6	-8.4
5. Machines	5.3	114.8	-2.1

<sup>14</sup> Source: Administration fédérale des douanes (AF), statistique du commerce extérieur (2019). Total général (Total 2): avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités.

<sup>15</sup> **Chiffres du commerce incluant l'or, l'argent et les pièces de monnaie** : depuis le 1er janvier 2014, le commerce extérieur est comptabilisé avec l'or, l'argent, et les pièces de monnaie en fonction du pays et comme faisant partie intégrante de la statistique suisse du commerce extérieur (total 2) intégré sur la base de données Swiss-ImpeX. Par conséquent, les comparaisons entre 2014 et les années précédentes ne sont plus possibles.



## 2.2.3 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)<sup>16</sup>

L'assurance suisse contre les risques à l'exportation classe l'Inde au niveau 3. (0 = aucun risque, 7 = risque le plus élevé).

## 2.3 Investissements directs<sup>17</sup>

### 2.3.1 Investissements directs suisses en Inde

Selon le FMI sur la base des statistiques nationales indiennes, la Suisse a investi CHF 23 mia jusqu'à la fin 2018 en Inde, ce qui en fait le 8<sup>ème</sup> plus important investisseur<sup>18</sup>. Le stock de capital d'investissements directs suisses en Inde se situait à CHF 6.2 mia. à fin la 2018, selon les statistiques de la BNS<sup>19</sup>. Les investissements suisses qui transitent par d'autres pays pour arriver en Inde sont probablement compris dans les statistiques du FMI, ce qui explique la différence. Il y a 305 entreprises suisses actives en Inde au travers de joint-ventures ou de succursales, contribuant à la création de 135'000 emplois en Inde.

Une grosse partie des investissements suisses en Inde est faite dans l'ingénierie et les équipements industriels, les services (tourisme, finances, logistique, etc.), les instruments de précision, l'industrie des machines, la chimie et la pharma, l'électricité et l'électronique, la construction, tout comme les produits de consommation.

## 2.4 Tourisme et migration

Alors que la situation actuelle liée au Covid-19 a des conséquences sans précédent sur le secteur du tourisme, au préalable, la Suisse jouissait d'une haute popularité auprès des touristes indiens. En 2018, 809'940 des nuitées enregistrées en Suisse l'ont été par des touristes indiens<sup>20</sup> (+9.6%). Afin d'atteindre le marché indien de manière optimale, Suisse Tourisme a ouvert un bureau à Mumbai.

Fin 2018, 660 citoyens suisses étaient annoncés en Inde<sup>21</sup>, alors que 14'100 citoyens indiens faisaient partie de la population étrangère résidant en Suisse<sup>22</sup>. Avec environ 125'000 visas touristes délivrés par année, l'Inde figurait (au même titre que la Chine) à la pointe de la statistique suisse dans l'attribution de cette catégorie de visas.

## 2.5 Dialogues sectoriels / Collaboration dans la recherche et l'aide au développement

Depuis 2005, le DFAE conduit de manière régulière un dialogue politique avec l'Inde. La dernière rencontre a eu lieu en décembre 2017 à Delhi et a été menée par la Secrétaire d'Etat Pascale Baeriswyl.

Le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SIF) a établi un dialogue financier bilatéral avec l'Inde. Un MoU a été signé lors de la visite présidentielle indienne en Suisse en octobre 2011. La troisième et quatrième ronde se sont déroulées en juin 2016 et 2018 à Berne. Une déclaration conjointe d'introduire l'échange automatique d'informations (EAI) sur une base réciproque a été signée le 22 novembre 2016. Les deux pays récoltent des informations en accord avec le standard global EAI de l'OCDE depuis janvier 2018. Le prochain dialogue financier entre la Suisse et l'Inde a été reporté à plusieurs reprises.

Depuis plusieurs années, la Suisse et l'Inde conduisent des discussions sur un paquet de négociations de 5 accords (également des MoU) dans le domaine de la migration et de la justice. L'Inde nomme ces discussions des 'Consular Talks' qui sont en fait un dialogue migratoire, dont il y a eu 4 rondes jusqu'à présent.

<sup>16</sup> SERV, données pays Inde

<sup>17</sup> BNS; Govt. of India, Department of Industrial Policy and Promotion

<sup>18</sup> <http://data.imf.org/regular.aspx?key=61227424>

<sup>19</sup> BNS, Investissements directs suisses à l'étranger, fin 2018

<sup>20</sup> OFS, statistiques de l'hébergement touristique 2017-2018, avril 2019

<sup>21</sup> SEM – statistique des Suisses de l'étranger, avril 2019

<sup>22</sup> SEM – statistique des étrangers, avril 2019

Swissnex India à Bangalore s'engage sur mandat du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) depuis 2010 pour la liaison de parties prenantes suisses et indiennes dans le domaine formation professionnelle et de la recherche.

## 2.6 Dernières visites

- 2014, jan. Rencontre de travail du CF Schneider-Ammann avec le ministre du commerce Sharma en marge du WEF
- 2015, jan. Rencontre bilatérale entre la CF Widmer-Schlumpf et le CF Schneider-Ammann et le ministre des finances Jaitley en marge du WEF à Davos
- 2015, mai Mission économie et innovation du CF Schneider-Ammann en Inde
- 2016, juin Rencontre de travail du Président de la Confédération Schneider-Ammann avec le Premier Ministre Narendra Modi à Genève
- 2017, jan. Rencontre bilatérale du CF Schneider-Ammann et de la ministre du commerce Sitharaman en marge du WEF à Davos
- 2017, août Visite d'Etat de la Présidente de la Confédération Leuthard en Inde
- 2017, déc. Rencontre bilatérale du CF Schneider-Ammann et du ministre du commerce Prabhu en marge de la rencontre ministérielle de l'OMC à Buenos Aires
- 2018, jan. Rencontre bilatérale du Président de la Confédération Berset avec le Premier Ministre Narendra Modi en marge du WEF à Davos
- 2018, jan. Rencontre bilatérale du CF Schneider-Ammann et du ministre du commerce Prabhu en marge du WEF à Davos
- 2019, sept. Visite d'Etat du Président indien Ram Nath Kovind à Berne, participation du CF Guy Parmelin aux rencontres officielles
- 2019, oct. Visite de la CF Sommaruga auprès du ministre du commerce et des chemins de fer Piyush Goyal à Delhi
- 2020, janv Rencontre bilatérale du CF Parmelin et du ministre du commerce Goyal en marge du WEF à Davos

## 2.7 Chambres de commerce et autres institutions

### Swiss-Indian Chamber of Commerce SICC

([www.sicc.ch](http://www.sicc.ch))

#### Contacts en Suisse :

Carina Steiner  
Executive Director, Administration  
Swiss-Indian Chamber of Commerce (SICC)  
Gutenbergstrasse 6  
CH-8002 Zurich  
Tel +41 44 289 94 95 - Email [shirin.wani@sicc.ch](mailto:shirin.wani@sicc.ch)

#### Contacts en Inde:

Lawrence D'Souza  
CEO, SICC India  
Business World Centre  
4, St. Martin Road  
Bandra (W)  
400 050/Mumbai/India  
[larry.siccindia@gmail.com](mailto:larry.siccindia@gmail.com)

Darshana Thaker  
Assistant Manager  
Business World Centre  
4, St. Martin Road  
Bandra (W)  
400 050/Mumbai/India  
[darshana.siccindia@gmail.com](mailto:darshana.siccindia@gmail.com)



### **Swiss Business Hub à Mumbai**

(<http://www.s-ge.com/switzerland/export/en/country/India>)

Fabian Stiefvater

Head of Swiss Business Hub India

c/o Consulate General of Switzerland, 502 Dalamal

House, 5th Floor, 206, Jamnalal Bajaj Marg, Nariman Point

400 021 Mumbai - +91 22 4343 56 00

fabian.stiefvater@eda.admin.ch, mum.sbhindia@eda.admin.ch

### **Switzerland Global Enterprise Zürich**

(Consultant Beat Ineichen)

Stampfenbachstrasse 85

CH-8002 Zürich

Tel. +41 44 365 51 51

Fax +41 44 365 52 21

Email : [info@s-ge.com](mailto:info@s-ge.com)

Site Internet : [www.s-ge.com](http://www.s-ge.com)